Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Reporters-sans-frontieres-contre-la-democratie-venezuelienne>

Reporters sans frontières contre la démocratie vénézuélienne

- Les Cousins - Venezuela -

Date de mise en ligne : samedi 4 juillet 2009

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par Salim Lamrani

[Mondialisation](#). Canada, le 3 juillet 2009.

Reporters sans frontières (RSF) persiste et signe. Le 23 juin 2009, moins d'un mois après avoir rendu public son soutien à la chaîne de télévision putschiste Globovisión en répandant de nombreuses contrevérités sur la réalité vénézuélienne, l'association française tente de nouveau de tromper l'opinion publique à ce sujet [1].

RSF « redoute à brève échéance l'annulation de la fréquence hertzienne de Globovisión », en référence à la procédure engagée contre la chaîne le 16 juin 2009 et entérinée par le Tribunal suprême de Justice le 18 juin. L'organisation affirme que « le président Hugo Chávez a récemment averti que Globovisión quitterait les ondes faute de modifier sa ligne éditoriale [...]. L'annulation de sa fréquence hertzienne marquerait le point d'orgue d'un véritable harcèlement procédurier, juridiquement contestable, contre la chaîne en raison de son contenu [2] ».

Puis RSF conclut : « Que la chaîne ne soit pas exempte de reproches n'enlève rien à la gravité du procédé. Il n'est pas digne d'une démocratie comme le Venezuela que le bon plaisir du chef de l'État décide seul de l'avenir d'un média. Débarrassé de Globovisión, Hugo Chávez disposera d'un espace télévisuel hertzien qui lui sera entièrement dévoué mais se prive d'un filtre médiatique, ce qui pourrait conduire à une radicalisation de l'opposition. Cette configuration est un revers pour le pluralisme et le débat [3] »

Tout d'abord, RSF essaye de faire croire que seule la « ligne éditoriale » extrêmement critique à l'égard du gouvernement démocratique d'Hugo Chávez serait la cause « d'un véritable harcèlement procédurier, juridiquement contestable, contre la chaîne ». Ensuite, elle affirme que la procédure engagée contre la chaîne est du fait du président Chávez [4].

Le mensonge est une nouvelle fois double. En effet, au Venezuela, seules la Commission nationale des télécommunications (Conatel) et la Justice ont le pouvoir de révoquer la fréquence hertzienne de Globovisión, uniquement en cas de violation grave de la Loi organique des télécommunications de 2000. Ce n'est en aucun cas une prérogative du pouvoir exécutif, contrairement à ce qu'affirme RSF [5].

Que s'est-il passé pour que la Conatel invoque l'article 171 de la loi organique des télécommunications, qui stipule que « quiconque aura utilisé les services de télécommunications, pour lesquels il a reçu une habilitation, dans le but de commettre des délits » sera sanctionné d'une révocation de la concession hertzienne, à l'encontre de Globovisión ?

S'agit-il simplement du fait de « sa ligne éditoriale » comme l'affirme RSF [6] ?

La réalité est autre. Le 13 octobre 2008, le journaliste Rafael Poleo, directeur du quotidien El Nuevo País et de la revue Zeta, a lancé un appel à l'assassinat d'Hugo Chávez en direct sur Globovisión durant l'émission « Aló Ciudadano », en affirmant que ce dernier « finira comme Mussolini ».

Voici la transcription exacte de son intervention :

- ▶ Rafael Poleo : « ... L'histoire se répète. Si l'on regarde la trajectoire de Benito Mussolini et celle de Chávez, ce sont les mêmes. C'est pour ça que je vous dis, avec inquiétude, qu'Hugo va finir comme Mussolini, pendu la tête en bas.
- ▶ Leopoldo Castillo : Vous ne pouvez pas dire cela, Poleo, ça pourrait être considéré comme une apologie du délit, ça peut être interprété, ça pourrait être une incitation.

▶

Rafael Poleo : ...Moi, je le dis de manière préventive, fais attention Hugo, ne finis pas comme ton homologue Benito Mussolini, pendu la tête en bas, parce que toi tu ressembles à Mussolini et à Mussolini lors de l'étape initial du fascisme. Chávez c'est ça, parce que c'est une insulte au socialisme et au communisme de dire que Chávez est socialiste ou communiste, ce qu'il y a c'est que c'est plus simple et les gens ont déjà oublié au cours de l'Histoire ce qu'est le fascisme... Mais Chávez c'est un fasciste vieillot, Chávez c'est un fasciste [7]. »

« Reporters sans frontières désapprouve sur le fond les déclarations de Rafael Poleo, mais estime qu'ils relèvent de la responsabilité de celui-ci et non de Globovisión ». L'organisation parisienne, loin de condamner de telles déclarations, se contente donc de les « désapprouver », illustrant ainsi clairement son caractère partisan en tentant de dédouaner la chaîne de sa responsabilité. Contrairement à ce qu'affirme RSF, la chaîne est responsable du contenu de ses programmes [8].

Dans quel pays du monde une telle instigation au crime serait-elle acceptée ? Que se passerait-il en France si la chaîne TF1 diffusait un message semblable à l'encontre du président Nicolas Sarkozy ? La justice interviendrait-elle ? RSF défendrait-elle de tels agissements ?

Globovisión n'en est pas à sa première tentative de déstabilisation. Depuis 1998 et l'élection d'Hugo Chávez, elle a fait du dénigrement de la politique gouvernementale sa principale activité. Pis encore, en avril 2002, la chaîne avait activement participé au coup d'Etat contre Hugo Chávez en soutenant le putschiste Pedro Carmona Estanga. En décembre 2002, elle avait soutenu également le sabotage pétrolier orchestré par l'opposition qui avait coûté la bagatelle de 10 milliards de dollars à l'économie vénézuélienne. En mai 2007, Globovisión s'était déjà rendue coupable d'incitation à l'assassinat du président Chávez. En avril 2009, la chaîne a lancé un appel aux contribuables afin de ne pas s'acquitter de leurs impôts [9].

Les exemples pourraient se multiplier. Voici quelques messages transmis par Globovisión incitant les téléspectateurs à l'insurrection : « Nous devons sortir pour défendre notre pays, notre démocratie et notre liberté. C'est seulement ainsi que nous pourrions arrêter le régime dans son désir de nous réduire en esclavage », « Je veux lancer un appel ici à la classe ouvrière : ouvrez les yeux, je sais que vous êtes en train de les ouvrir, parce qu'il y a des protestations partout, mais ouvrez les yeux pour que cette protestation soit plus forte », « Ouvrez les yeux, ce gouvernement n'est pas démocratique », « Si on nous dit que ce gouvernement est autoritaire, est dictatorial, ou qu'il nous mène à l'échec, ce que l'on suggère aux gens c'est : on va renverser ce gouvernement ». « Nous sommes les adultes et nous devons virer ce dictateur pour nous enfants et nos petits-enfants [10].

Ensuite, Globovisión a multiplié les campagnes de dénigrement et les insultes en tout genre à l'encontre du gouvernement. Le 28 février 2004, la chaîne a diffusé une vidéo d'un discours d'Hugo Chávez mais a coupé le son pour le remplacer par des cris de singe et d'autres d'animaux sauvages, dans une claire référence raciste à la couleur de peau du président. Voici un autre florilège de déclarations typiques de la chaîne : « Les maires chavistes n'ont besoin que d'une pomme pour être des cochons », « N'importe quel âne bâté en sait plus sur le pétrole que Chávez », « Tu as ruiné le pays », « Les imbéciles ont voté pour Chávez », « Les chavistes ne pensent pas, ils braient », « PDVSA [l'entreprise pétrolière] est en faillite, les entreprises de base sont ruinées et le pays est militarisé. Que faire ? Se battre et plus encore », « Qu'attend-t-on pour agir ? Ca suffit », « La souveraineté agroalimentaire du pays est atteinte, parce que la production interne a diminué, il n'y pas de sécurité juridique ».

Quel pays au monde accepterait de tels propos

[11] ?

RSF a clairement fait un choix contre la démocratie vénézuélienne en prenant position en faveur d'une chaîne de télévision putschiste et en manipulant la réalité dans le but d'induire l'opinion publique en erreur.

Mais cela n'est guère surprenant de la part d'une entité qui avait soutenu le coup d'Etat contre Chávez en avril 2002 et qui est financée par le National Endowment for Democracy, une officine écran de la CIA [12].

* **Salim Lamrani** est enseignant chargé de cours à l'Université Paris-Descartes et l'Université Paris-Est Marne-la-Vallée et journaliste français, spécialiste des relations entre Cuba et les Etats-Unis. Il a publié, entre autres, *Double Morale. Cuba, l'Union européenne et les droits de l'homme* (Paris : Editions Estrella, 2008). Son nouvel ouvrage s'intitule *Cuba. Ce que les médias ne vous diront jamais* (Paris : Editions Estrella, 2009) et comporte un prologue de Nelson Mandela.

Post-scriptum :

Notas :

[1] Salim Lamrani, « [Les mensonges de Reporters sans frontières sur le Venezuela](#) », Voltaire, 19 juin 2009. (site consulté le 27 juin 2009).

[2] Reporters sans frontières, « [L'existence hertzienne de Globovisión est comptée : 'Un remède pire que le mal'](#) », 23 juin 2009. (site consulté le 24 juin 2009).

[3] Ibid.

[4] Ibid.

[5] Ibid.

[6] Ley Orgánica de Telecomunicaciones, 4 juin 2001. http://www.analitica.com/BIBLIO/congreso_venezuela/ley_telecomunicaciones.asp (site consulté le 28 juin 2009).

[7] Youtube, « Chávez y Mussolini », 13 octobre 2008. <http://www.youtube.com/watch?v=Sgkeo0DI3lk&feature=related> (site consulté le 28 juin 2009).

[8] Reporters sans frontières, « L'existence hertzienne de Globovisión est comptée : 'Un remède pire que le mal' », op. cit.

[9] Salim Lamrani, « [Les mensonges de Reporters sans frontières sur le Venezuela](#) », op. cit. ; Youtube, « Empleada de Globovisión hizo llamados implícitos a no pagar impuestos », 3 avril 2009. (site consulté le 27 juin 2009).

[10] Agencia Bolivariana de Noticias, « Aló Ciudadano y el lenguaje xenófobo, intolerante e instigador », 19 juin 2009. »

[11] Ibid.

[12] Salim Lamrani, *Cuba. Ce que les médias ne vous diront jamais* (Paris : Editions Estrella, 2009).